

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 30 (1993)
Heft: 1152

Artikel: Genève n'est pas un laboratoire
Autor: Delley, Jean-Daniel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1011845>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Domaine Public DP

JAA
1002 Lausanne

16 décembre 1993 – n° 1152
Hebdomadaire romand
Trente-et-unième année

Genève n'est pas un laboratoire

La mainmise bourgeoise sur le Conseil d'Etat genevois n'a pas manqué de faire courir les imaginations. Ainsi le canton du bout du lac aurait accompli une véritable révolution, devenant un laboratoire politique que la Suisse entière observerait avec intérêt. Pour certains, les récentes élections n'ouvrieraient rien de moins qu'une nouvelle ère d'alternance. Le résultat du sondage auquel a procédé le Parti radical zurichois auprès de ses membres — une large majorité désire exclure les socialistes du Conseil fédéral — semble donner corps à la revendication d'exécutifs plus homogènes, unis sur des programmes cohérents et donc plus efficaces. Gardons-nous pourtant d'une illusion hâtivement construite sur deux événements isolés et sans points communs. Et surtout conservons aux mots leur sens, faute de quoi nous serons démunis lorsque la réalité qu'ils signifient se produira.

La victoire de l'Entente bourgeoise ne signifie nullement que Genève a fait un choix de société: l'enflure verbale propre à une campagne électorale ne peut tenir lieu d'analyse politique. Plutôt qu'un parti-pris idéologique, l'électorat genevois a manifesté sa lassitude à l'égard de la faiblesse du gouvernement sortant et des déchièvements socialistes, tout comme il a sanctionné le manque flagrant de crédibilité d'une liste des gauches et des écologistes, bricolée sans conviction aucune. Notons encore que la majorité requise en droit genevois — 33% des suffrages — exclut presque automatiquement un second tour et ne permet donc pas l'expression différenciée des opinions.

Quant à Zurich, la situation est toute différente. L'Union démocratique, qui n'est du centre que de nom, a choisi d'occuper le terrain de prédilection des automobilistes et des nationalistes. Ce populisme, nourri aux craintes et aux frustrations du moment, menace les positions des partis bourgeois qui de ce fait sont constamment tentés par la surenchère. L'attitude dure des radicaux zurichois, qui prônent le rejet des socialistes des responsabilités fédérales — et non pas cantonales: pourquoi donc cette timidité? — n'est qu'une expression de cette surenchère.

A celles et ceux qui rêvent de bannir les socialistes des exécutifs pour les punir de leur double jeu — participation et opposition — et sous prétexte que la con-

joncture exige des décisions tranchées, rappelons deux ou trois choses.

Les cantons où la gauche au sens large ne gouverne pas (Obwald, Nidwald, Appenzell Rhodes-Intérieures, Grisons et Valais) ne constituent pas des modèles de société moderne, complexe et diverse ni des exemples pertinents de la culture politique helvétique. Cette culture politique est née de la conscience durement acquise que l'exclusion sociale et politique de minorités significatives ne pouvait garantir durablement l'équilibre et le développement d'une société peu homogène à bien des égards. Le gouvernement des principaux partis est l'une des réponses à ce besoin d'associer aux décisions les grands courants de l'opinion. Les politiciens qui aujourd'hui préconisent des décisions aussi carrées que leur menton et n'ont que le mot d'exclusion à la bouche ne sont que marchands d'illusion; sous l'apparence du bon sens rassi, ils nous préparent des lendemains qui déchanteront.

Sur aucun des grands sujets de l'heure, ou presque — fiscalité, priorités budgétaires, politique extérieure, rôle de l'Etat dans l'économie —, n'existe d'accord parfait entre les grands partis. On reproche souvent aux socialistes leurs positions divergentes sur la défense nationale; mais les bourgeois ne font pas preuve d'une cohésion sans faille: l'UDC a quitté le bateau lors de la votation sur l'EEE; radicaux et démocrates-chrétiens sont chacun loin d'être au clair sur leurs perspectives européennes ou leur politique agricole.

Et que dire des dissonances entre le peuple et ses élus? Ces mêmes Genevois qui ont choisi de placer sept magistrats bourgeois au gouvernement ont également voté pour la suppression de l'armée et accepté le renforcement du dispositif légal dans le domaine du logement. Ces incohérences, qui ne reflètent que la diversité des opinions et des intérêts, ne seront pas levées en épurant les rangs gouvernementaux, bien au contraire. Seuls des exécutifs largement représentatifs pourront trouver des solutions acceptables par le plus grand nombre. Non pas des réponses molles, fruit d'un consensus bâti sur des silences, mais des compromis élaborés dans un dialogue permanent et dans la volonté de résoudre les problèmes communs.

JD